

# L'INDUSTRIE BANCAIRE FRANÇAISE

L'industrie bancaire est un atout majeur  
de notre économie nationale.

01

UNE INDUSTRIE LEADER  
EN EUROPE

02

PRIORITÉS ET DÉFIS  
DE L'INDUSTRIE BANCAIRE



## UNE INDUSTRIE LEADER EN EUROPE

Le modèle de banque universelle de proximité est une spécificité française qui démontre une nouvelle fois sa solidité en 2018.

### Une solidité avérée

Depuis dix ans, les banques font face à des changements réglementaires considérables. La mise en place de l'Union bancaire a doté la zone euro d'un système de supervision et d'un dispositif de prévention et de gestion des crises bancaires uniques au monde. Elle a rendu le système financier plus sûr. Les banques systémiques ont largement renforcé leurs fonds propres et réduit les risques portés à leurs bilans, tout en finançant l'économie de manière très dynamique. **Les grandes banques (G-SIBs) de la zone euro portent à leurs bilans 46% des prêts aux particuliers et 40% des prêts aux entreprises** (EBA, EU wide stress testing).

### **Cinq banques françaises sont parmi les dix premières banques de la zone euro**

et parmi les vingt premières mondiales (The Banker, juillet 2018). Le produit net bancaire cumulé des 4 principales banques françaises résiste : il atteint 124,6 Mds€ en 2018 contre 122,9 Mds€ en 2017 (soit +1,3%). Grâce à leur maîtrise du coût du risque (en baisse de 6,9% en 2018), les établissements bancaires réalisent 21,3 Mds€ de résultat net en 2018 (calculs FBF).

### Un rôle clé dans les territoires

Les réseaux d'agences et de centres d'affaires implantés sur l'ensemble du territoire sont un atout essentiel des banques françaises. Ils permettent aux conseillers d'être en contact de proximité avec l'ensemble de leurs clients (ménages, entreprises, collectivités,

La finance a toujours participé à la puissance industrielle économique et politique de notre pays. Il n'y a pas de grande page de l'histoire de France sans une finance forte et puissante pour participer à son écriture.



**BRUNO LE MAIRE**  
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Vœux aux acteurs économiques  
28 janvier 2019

associations...) pour les opérations du quotidien et pour la réalisation de leurs projets. **Avec 37 209 agences en 2017**, les banques assurent une présence territoriale conséquente. La proximité géographique est la marque de fabrique du modèle bancaire français.

**55,5** AGENCES  
BANCAIRES POUR 100 000  
HABITANTS EN FRANCE  
(contre 42,5 en zone euro)

Source : BCE, calculs FBF - 2017



La diminution du nombre d'agences bancaires est nettement moins marquée en France que dans les autres économies principales de la zone euro. Alors que le nombre d'agences bancaires diminue de 2,9% en France entre 2009 et 2017, cette baisse est de 21,1% en zone euro, de 17,6% en Allemagne et atteint même 48,4% aux Pays-Bas (BCE, EU structural financial indicators, août 2018 et Eurostat).

La forte présence territoriale des banques françaises se matérialise également par la **couverture du réseau de distributeurs automatiques de billets (DAB)**. Tous les porteurs de carte bancaire ont accès aux espèces, quelle que soit leur banque, grâce à l'interbancaire et l'interopérabilité.

Cette proximité est renforcée par la **digitalisation de certains services**. Grâce à l'innovation, autre caractéristique essentielle de l'industrie bancaire, les clients ont aujourd'hui leur banque dans la poche. Les applications bancaires sont en effet **parmi les trois applis mobiles les plus consultées**, derrière la météo et les réseaux sociaux (Enquête OpinionWay mai 2016). Les opérations les plus simples sont effectuées directement par les clients. Les conseillers restent présents pour les accompagner dans leurs projets : ils sont au cœur d'une relation multicanale.

PRÈS DE  
**78 000**

POINTS DE RETRAITS DE BILLETS EN FRANCE  
DONT 54 786 DISTRIBUTEURS DE BILLETS,  
**C'EST 2 FOIS PLUS QUE LES 35 416  
COMMUNES DE FRANCE**

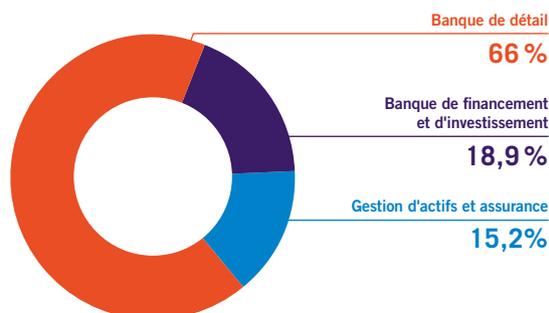
Source : GIE CB, banques - 2018

## Un modèle de banque universelle au service de tous les clients

La banque universelle contribue efficacement au financement de l'économie, à des conditions favorables. Son modèle se caractérise par une palette complète de métiers regroupés au sein d'une même institution répondant aux besoins de tous les clients : particuliers, professionnels, PME, grandes entreprises, institutions financières, collectivités publiques, États... La diversification de ses sources de revenus et des risques lui confère sécurité et stabilité.

## RÉPARTITION DU PRODUIT NET BANCAIRE PAR MÉTIERS DES PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES FRANÇAIS EN 2017

Source : ACPR



## Emploi et formation : une dynamique toujours forte

**Avec 42 200 recrutements en 2017** (+2,7% vs 2016), l'industrie bancaire française est un acteur dynamique du marché de l'emploi dans les territoires. Les 366 200 personnes travaillant dans les banques membres de la FBF représentent **1,9% de l'emploi salarié privé en France** avec un taux de féminisation qui mérite d'être souligné car aujourd'hui **plus d'un salarié sur deux est une femme**.

Bien que les effectifs globaux soient en baisse (-1,2% en 2017 contre -3,3% pour la zone euro selon la BCE), le secteur propose des emplois durables et qualifiés : 2 recrutements sur 3 se font en CDI contre 2 sur 10 en moyenne au niveau national. À noter que 2 personnes embauchées sur 3 ont le statut de cadre.

**Le profil de l'emploi évolue vers plus de spécialisation**

avec comme corolaire une élévation du niveau de recrutement. C'est une des tendances structurantes du secteur. En effet, la moitié des recrutements concerne des personnes de niveau Bac +4/5. Les métiers de proximité, en lien avec la clientèle, représentent également une part importante des recrutements (plus d'1 sur 3 en 2017), de même que les métiers de l'informatique (15%) et du risque et de la conformité (9%).

L'investissement en faveur de la qualification et des compétences des collaborateurs est un enjeu majeur pour l'industrie bancaire française. Elle consacre **une part importante à la formation : 4,5% de sa masse salariale en 2017** (branche AFB) contre 2,6% en moyenne dans les entreprises françaises.

Les banques attachent aussi une grande importance à l'insertion professionnelle, notamment dans le cadre de l'alternance qui permet à de nombreux jeunes de bénéficier d'une formation en entreprise parallèlement à leurs études. La banque recrute **6500 nouveaux alternants chaque année**, en contrats d'apprentissage ou de professionnalisation.



**DES ALTERNANTS ONT UN EMPLOI 6 MOIS APRÈS L'OBTENTION DE LEUR DIPLÔME**

Source : AFB - 2017

**L'OBSERVATOIRE DES MÉTIERS DE LA BANQUE**

Piloté de manière paritaire, l'Observatoire des métiers de la banque mène des études prospectives sur l'évolution des métiers et des compétences du secteur, et élabore des données quantitatives sur les effectifs bancaires et la formation.

Le 6 décembre 2018, à l'occasion d'un colloque, l'Observatoire et les cinq organisations syndicales représentatives de la branche AFB publient une étude intitulée « **Nouvelles compétences, transformation des métiers à horizon 2025 : réussir l'accompagnement au changement** ».

Celle-ci met en évidence les grandes tendances ayant des impacts directs sur les métiers repères de la banque : le digital, la blockchain, l'intelligence artificielle, l'automatisation des processus, les changements réglementaires, les nouvelles attentes des collaborateurs, les transformations des modes de travail et de consommation. En complément de l'état des lieux des compétences mobilisables pour chaque métier, l'étude propose des leviers d'accompagnement à mettre en œuvre.



[www.observatoire-metiers-banque.fr](http://www.observatoire-metiers-banque.fr)



## PRIORITÉS ET DÉFIS DE L'INDUSTRIE BANCAIRE

Présidence française du G7, renouvellement des institutions européennes, conséquences du Brexit, contraintes réglementaires, cybersécurité, concurrence croissante, taux bas...  
En 2019, les défis sont nombreux pour l'industrie bancaire.

### Défi de la rentabilité et poids de la fiscalité

L'environnement de taux bas continue de pénaliser la banque de détail avec une compression de la marge nette d'intérêt. La hausse des commissions ne compense pas totalement cette diminution. La rentabilité des capitaux propres (Return on Equity ou RoE) ressort à 6,3% en 2017. Ce niveau reste significativement inférieur à celui d'avant crise qui était supérieur à 10% en 2007 (source : ACPR).

La fiscalité pèse lourdement sur la compétitivité de l'industrie bancaire et donc sur le financement de l'économie. Les banques françaises contribuent à hauteur de **15,4 Mds€ d'impôts, taxes et contributions au titre de 2018** (hors charges sociales). Entre 2010 et 2017, la hausse des charges cumulées supplémentaires (sociales, fiscales, contributions aux fonds de résolution) atteint 14,5 milliards d'euros pour les banques. **La banque française paie 3,4 fois plus d'impôt sur les sociétés que la valeur ajoutée qu'elle crée** (source FBF).

### Le Brexit, opportunité pour Paris

Les banques françaises se sont préparées au retrait du Royaume-Uni de l'UE. Paris dispose **d'atouts indéniables pour devenir une Place centrale**, dans un paysage qui sera vraisemblablement multipolaire avec des spécialisations par domaines d'expertises. Notre capitale est une des seules places financières

d'Europe continentale à avoir un écosystème complet : de puissants acteurs financiers, de puissantes entreprises émettrices, une gamme très diversifiée d'activités et des pôles reconnus d'expertises financières, notamment dans la gestion d'actifs, la banque de financement et d'investissement, le capital investissement, la Fintech, les infrastructures de marché et le financement vert. L'installation de l'Autorité bancaire européenne (ABE) dans la capitale française est également un signal très fort.



**BANQUES FRANÇAISES PARMIS LES 10 PLUS GRANDES BANQUES DE LA ZONE EURO**

Source : The Banker - juillet 2018

### Un nouveau paysage politique européen

L'année 2019 sera marquée par le renouvellement du Parlement européen et l'installation d'une nouvelle Commission européenne. Alors que 50% de la production législative des cinq dernières années a été consacrée aux services financiers, la profession bancaire appelle désormais à une stabilité réglementaire, pour permettre aux acteurs financiers et à leurs clients de s'adapter et

développer leurs activités dans ce nouveau cadre réglementaire. Le défi de la nouvelle mandature européenne, au moment où le Royaume-Uni s'apprête à quitter l'Union européenne, doit être de permettre aux banques de **financer les besoins présents et à venir de la société européenne de manière plus sûre et autonome.**

### Souveraineté économique et défis numériques

Les banques françaises ont pour première priorité stratégique le financement de l'économie et des entreprises en particulier. Il apparaît donc essentiel qu'elles ne soient pas entravées par de nouveaux alourdissements réglementaires ou économiques, ou des **distorsions de concurrence avec d'autres acteurs.** Cette question du « level playing field » concerne autant les acteurs non européens, notamment dans le domaine du numérique, que les acteurs européens non bancaires qui bénéficieraient de règles allégées alors qu'ils ont les mêmes activités.

Bien que les défis soient nombreux, l'industrie bancaire française est prête à les relever comme elle l'a toujours fait. Il en va de **l'autonomie souveraine de la France et de l'Europe.**

L'un des grands enjeux de l'industrie bancaire reste la **sécurité inhérente à la transformation numérique de ses activités.** Les banques réalisent des investissements colossaux pour assurer à la fois la protection des données personnelles de leurs clients et l'intégrité du système financier dans son ensemble.

Dans un contexte de cybermenaces avéré, la sécurité est primordiale. Les banques françaises ne transigeront jamais sur la sécurité des fonds et des données personnelles des clients et défendent une vision du numérique fidèle à leurs valeurs. L'Europe doit préserver sa spécificité en matière de protection des données des clients. Toute innovation doit se faire dans la sécurité.

### Répondre aux attentes sociétales du G7

**Les banques françaises sont des acteurs majeurs de la transition énergétique.** Depuis la COP21, elles ont pris des engagements qu'elles tiennent et continuent de poursuivre. Toutes les banques développent des offres pour accompagner les Français vers une société sobre en carbone. L'enjeu est de pouvoir accélérer le financement de la transition écologique et les investissements en faveur du climat. Pour aller dans ce sens, la profession propose la mise en place d'un bonus prudentiel.

En 2019, la France prend la Présidence du G7. Les thèmes prioritaires retenus par le Président de la République, en particulier la lutte contre les inégalités, le développement durable ou encore le numérique, rejoignent les préoccupations de l'industrie bancaire. Cet événement donnera l'occasion aux banques de **réaffirmer leur engagement sociétal**, qui s'exprime en particulier dans leurs politiques volontaristes d'inclusion sociale et professionnelle et dépasse largement leur mission première d'inclusion bancaire.